

**Assemblée générale**

Distr. générale
20 juin 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-deuxième session,
16-25 novembre 2011**

N° 60/2011 (Jordanie)

Communication adressée au Gouvernement le 18 février 2011

Concernant: Issam Mahamed Tahar Al Barquaoui Al Uteibi

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. La source informe le Groupe de travail qu'Issam Mahamed Tahar Al Barquaoui Al Uteibi, né le 7 mars 1959, est théologien. D'après la source, le 17 septembre 2010, M. Al Uteibi a été convoqué pour une vérification de sécurité par le Service des renseignements généraux. Il a été arrêté et détenu secrètement pendant soixante-quatre jours. M. Al Uteibi a été transféré dans la prison de Joueidah le 21 novembre 2010, date à laquelle il a été autorisé pour la première fois à appeler sa famille pour l'informer de son sort et de son lieu de détention.

4. La source affirme qu'avant sa détention actuelle, M. Al Uteibi avait été détenu secrètement du 8 au 11 juillet 2010, puis assigné à résidence du 10 août au 10 septembre 2010. Les autorités auraient pris ces mesures pour l'empêcher d'exprimer son opinion dans les médias arabes, qui l'avaient souvent invité à des interviews.

5. D'après les informations reçues, ce n'est que le 9 décembre 2010 que M. Al Uteibi a été déféré devant le Procureur de la Cour de sûreté de l'État, qui lui a notifié qu'il était inculpé de «mise en danger la sûreté de l'État» et de «troubles dans les relations extérieures de l'État».

6. La source indique que M. Al Uteibi n'a pas été inculpé dans les quinze jours suivant son arrestation, contrairement aux dispositions de l'article 111 du Code jordanien de procédure pénale, et qu'aucun acte grave ne lui a été reproché. À la lumière de ce qui précède, la source fait valoir que la détention au secret de M. Al Uteibi du 17 septembre au 9 décembre 2010 était dénuée de tout fondement légal.

7. La source ajoute que les autorités ont arrêté M. Al Uteibi dans l'intention de l'empêcher d'exercer son droit à la liberté d'opinion et d'expression. La privation de liberté de M. Al Uteibi, selon la source, est directement liée au fait qu'il a exercé le droit à la liberté d'opinion et d'expression garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

8. La source fait également état de violations des paragraphes 1 et 2 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, M. Al Uteibi n'ayant été informé que le 9 décembre 2010 des chefs d'inculpation établis contre lui et des motifs de sa détention.

Réponse du Gouvernement

9. Dans une lettre datée du 30 mars 2011, le Gouvernement a informé le Groupe de travail qu'au cours de la période comprise entre le 8 et le 11 juillet 2010, M. Al Uteibi avait été arrêté sur l'ordre du Procureur général d'Amman et inculpé d'outrage et de diffamation envers un fonctionnaire de police. M. Al Uteibi n'avait pas été assigné à résidence.

10. Le 17 septembre 2010, M. Al Uteibi a été arrêté sur l'ordre du Procureur général de la Cour de sûreté de l'État. Il a été déféré devant le Procureur général le 22 septembre 2010, dans le délai prévu par la loi, et non le 9 décembre 2010 comme l'affirme la source. Il a été interrogé par le Procureur général de la Cour de sûreté de l'État, qui l'a inculpé des infractions suivantes:

- Participation à des actes non autorisés par le Gouvernement risquant d'exposer le Royaume à des actes d'agression et de troubler ses relations avec un État étranger, en violation du paragraphe 2 de l'article 118 du Code pénal jordanien (loi n° 16 de 1960);
- Recrutement de personnes dans le Royaume en vue de leur incorporation dans des organisations terroristes établies à l'extérieur de la Jordanie, en violation du paragraphe 3 de l'article 118 du Code pénal jordanien;
- Collecte de fonds pour une organisation terroriste étrangère et pour des groupes en vue d'utiliser ces fonds pour commettre des actes terroristes, en violation du paragraphe 3, alinéas *a* et *b* de l'article 24 de la loi n° 46 de 2007 sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

11. Lorsqu'il l'a interrogé, le Procureur général a informé M. Al Uteibi, également connu sous le nom de M. Al Maqdisi, des faits qui lui étaient reprochés, ainsi que de son droit de ne pas répondre aux accusations portées contre lui en l'absence d'un avocat de son choix. Cependant, M. Al Uteibi (Al Maqdisi) a refusé de désigner un avocat, comme indiqué dans les pièces officielles du dossier.

12. Le Gouvernement a noté que le Procureur général de la Cour de sûreté de l'État était habilité à placer en détention pendant une durée pouvant aller jusqu'à trois mois une personne faisant l'objet d'une inculpation pénale. Le Procureur général a renvoyé l'affaire devant la Cour et M. Al Uteibi (Al Maqdisi) est actuellement détenu sur ordre de la Cour dans l'attente de son jugement.

Commentaires complémentaires de la source

13. En ce qui concerne les explications du Gouvernement indiquant que du 8 au 11 juillet 2011, M. Al Uteibi a été placé en détention pour agression contre un agent de la force publique, la source indique qu'elle a «uniquement évoqué cette période de détention à titre d'exemple, parce que M. Al Uteibi a en réalité fait l'objet de convocations et d'arrestations répétées».

14. Pour ce qui est de ses déclarations relatives à l'assignation à résidence du 10 août au 10 septembre 2010, la source reconnaît qu'il n'y a pas eu de décision officielle à ce sujet et que M. Al Uteibi n'a pas reçu des autorités notification d'une telle décision. Cependant, la source affirme que des membres des forces de l'ordre empêchaient de fait M. Al Uteibi de sortir de chez lui; il était sous la surveillance constante des forces de l'ordre et les seules personnes qui pouvaient lui rendre visite étaient des membres de sa famille.

15. La source déclare que même si le Gouvernement affirme qu'un mandat a été émis, aucun mandat d'arrêt n'a été présenté à M. Al Uteibi, ni au moment de sa convocation, ni avant qu'il ne se présente aux autorités le 17 septembre 2010. La source renvoie aux dispositions du droit interne, en vertu desquelles un mandat doit être présenté à la personne arrêtée et celle-ci doit être informée des motifs de son arrestation.

16. En ce qui concerne l'information du Gouvernement indiquant que M. Al Uteibi avait été déféré au tribunal le 22 septembre 2010, et non le 9 décembre 2010 comme l'a indiqué la source, celle-ci s'interroge sur les motifs de la détention au secret prolongée de M. Al Uteibi dans les locaux des services de renseignements jusqu'au 21 novembre 2010, jour où il a été transféré dans une prison ordinaire. La source maintient que ce n'est que le

9 décembre 2010 que M. Al Uteibi a été transféré dans la prison d'Al Joueidah pour être officiellement déféré devant la Cour de sécurité de l'État.

17. La source réaffirme que pendant toute la période de sa détention, M. Al Uteibi n'a pas eu la possibilité de consulter son avocat.

18. En ce qui concerne les charges retenues contre M. Al Uteibi, la source relève qu'elles ont été invoquées à maintes reprises ces dernières années et qu'elles ont été utilisées pour justifier chacune de ses périodes de détention, notamment celles consécutives à des interviews qu'il avait accordées à Al-Jazeera et à d'autres chaînes étrangères.

19. La source soutient que le Gouvernement n'a jamais produit de preuve matérielle pour étayer les chefs d'inculpation pesant sur M. Al Uteibi. Le Gouvernement invoque «la commission d'actes non autorisés» sans décrire les actes en question, «le recrutement de personnes» sans donner de noms et la «collecte de fonds» sans mentionner de montant, de source ni aucune autre preuve.

20. D'après la source, les seuls faits reprochés à M. Al Uteibi sont les déclarations faites dans les médias où il s'est montré particulièrement critique envers Israël, la politique régionale des États-Unis d'Amérique et les relations de la Jordanie avec ces deux pays.

21. La source note également que M. Al Uteibi est étroitement surveillé à son domicile par les services de renseignements depuis sa dernière libération, en 2008; ses sorties sont contrôlées, de même que toute visite à son domicile.

22. La source ne fait aucun commentaire sur les informations données par le Gouvernement selon lesquelles M. Al Uteibi est actuellement détenu en vertu d'une décision judiciaire dans l'attente de son jugement.

23. La source maintient sa requête dans laquelle elle demande au Groupe de travail de considérer que la privation de liberté de M. Al Uteibi est arbitraire en ce qu'elle relève des catégories I, II et III des critères applicables à l'examen des affaires qui lui sont soumises.

Délibération

24. Le Gouvernement n'a donné aucune information sur des actes précis commis par M. Al Uteibi qui auraient été constitutifs des infractions dont il a été condamné. Dans sa réponse, le Gouvernement se borne à dresser une liste d'articles du Code pénal jordanien. De l'avis du Groupe de travail, cela confirme les déclarations de la source selon lesquelles les chefs d'inculpation établis contre M. Al Uteibi servaient à justifier chacune de ses périodes de détention, en particulier celles consécutives à des interviews accordées à Al-Jazeera et à d'autres chaînes étrangères. Le Gouvernement n'a pas réfuté cette allégation.

25. Le Groupe de travail rappelle son avis n° 18/2007, dans lequel il a estimé que le Gouvernement avait accusé M. Al Uteibi d'infractions similaires sans donner de précisions sur la nature exacte des faits sur lesquels étaient fondées les accusations. En l'espèce, le Comité avait conclu que la privation de liberté de M. Al Uteibi était arbitraire en ce qu'elle contrevenait aux dispositions de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

26. Le Groupe de travail parvient à la même conclusion dans l'affaire à l'examen, le Gouvernement n'ayant pas contesté l'existence d'un lien entre les déclarations faites par M. Al Uteibi dans les médias et le fait qu'il ait par la suite été arrêté et placé en détention. Le Groupe de travail considère que M. Al Uteibi a été sanctionné pour avoir exercé son droit à la liberté d'opinion et d'expression, en violation de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Avis et recommandations

27. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Al Uteibi est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et relève de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

28. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement jordanien de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de M. Al Uteibi de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

29. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, la réparation appropriée consisterait à libérer M. Al Uteibi et à rendre effectif le droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 27 novembre 2011]
